

NANSEN – Situation des bénéficiaires de protection internationale en Grèce

Table des matières

1. Contexte en Grèce	2
2. Contenu de la protection internationale	3
2.1. Accès à l'emploi.....	4
2.2. Accès à l'éducation	5
2.3. Protection sociale	6
2.4. Accès aux soins de santé	7
2.5. Accès au logement	9
2.6. Accès aux dispositifs d'intégration	11
3. Situation particulière de certains groupes	11
3.1. Familles avec enfants	11
3.2. Mineurs étrangers non-accompagnés	13
3.3. Personnes avec un handicap	16
3.4. Personnes avec des problèmes de santé mentale	17
4. Autre jurisprudence.....	18
4.1. Le Comité des droits de l'homme.....	18
4.2. Autres pays européens	19
5. Conclusion	21

1. Contexte en Grèce

Comme l'indique la Commissaire européenne aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, la Grèce a été particulièrement affectée par les mouvements de réfugiés à travers l'Europe au cours des dernières années, avec un pic de plus de 850 000 personnes arrivées par la mer en 2015. Malgré la forte diminution du nombre d'arrivées depuis 2016 et les initiatives prises par les autorités, la société civile et la population grecque, la situation reste critique pour les migrants en Grèce¹.

Suite à la fermeture des frontières terrestres avec les pays voisins, la Grèce est devenue *de facto* un pays de destination, et plus seulement de transit. En 2018, plus de 66.000 personnes ont demandé une protection internationale en Grèce, et plus de 15.000 personnes ont obtenu un statut, ce qui correspond à 50% de toutes les demandes traitées par les autorités grecques. En 2017, environ 10.000 personnes ont reçu une protection, ce qui correspond à un taux de reconnaissance de 54%.

Cependant, les conditions de vie pour les bénéficiaires de la protection internationale en Grèce restent très pénibles. Les incidents violents à l'encontre des migrants persistent :

“Racist violence targeting migrants remains a worrying phenomenon in Greece. In 2017, the Racist Violence Recording Network (RVRN) recorded 34 incidents against refugees or immigrants, including 26 assaults against men, 6 against women, and 2 against a “mixed group of victims”. The victims of the incidents recorded in 2017 came from Egypt (1), Algeria (3), Afghanistan (10), Guinea (1), Iraq (1), Iran (3), Morocco (2), Nigeria (1), Norway (Somalian origin) (1), Ukraine (1), Pakistan (5), Palestine (3) and Syria (4). A number of clashes between locals, including members of far-right groups, and migrants were also reported in the Aegean Islands in 2018.

The Commissioner is concerned about such persisting racist violence and about the emergence of new far-right violent groups involved in attacks against migrants and threats against NGOs and defenders of migrants’ rights.²

En outre, les conditions socio-économiques méritent une analyse approfondie. Les associations Refugee Support Aegean (RSA) et PRO ASYL collaborent depuis plusieurs années pour analyser et documenter les conditions de vie des bénéficiaires de la protection internationale en Grèce. En 2017, elles ont publié un premier rapport, dans lequel elles constataient déjà que les bénéficiaires de la protection internationale faisaient face à des conditions de logement inadéquates et à une situation socio-économique extrêmement précaire³. En outre, ils étaient confrontés à un manque d'opportunités d'intégration dans la société grecque. Dans les mises à jour de ce rapport publiées en 2018 et 2019, les ONG confirment que les conditions de vie précaires pour des bénéficiaires de protection internationale persistent.⁴

¹ Council of Europe, Report of the Commissioner for Human Rights of the Council of Europe Dunja Mijatović following her visit to Greece from 25 to 29 June 2018, 6 novembre 2018, p. 1, <https://reliefweb.int/report/greece/report-commissioner-human-rights-council-europe-dunja-mijatovi-following-her-visit>

² Report of the Commissioner for Human Rights of the Council of Europe Dunja Mijatović, *op.cit.*, §81-82.

³ Pro Asyl and Refugee Support Aegean, *Rights and effective protection exist only on paper: The precarious existence of beneficiaries of international protection in Greece*, 30 juin 2017, p. 21-22, <http://bit.ly/2FkN0i9>

⁴ Pro Asyl and Refugee Support Aegean, *Legal Note on the living conditions of beneficiaries of international protection in Greece*, Update, 30 août 2018, p. 9, <https://rsaegean.org/en/legal-note-on-the-living-conditions-of-beneficiaries-of-international-protection-in-greece-update/> et Refugee Support Aegean, *Protection for recognized*

Le CCE a également reconnu la situation précaire des bénéficiaires de protection internationale en Grèce :

*"14.3. Le Conseil observe, à ce sujet, que la décision attaquée ne tient pas compte de certains aspects des déclarations du requérant. Il estime notamment important de relever que le requérant a déclaré qu'il a **dû vivre dans la rue à Athènes, qu'il faisait froid, qu'il n'avait pas de soins médicaux et qu'il ne mangeait pas.** Au vu des informations qu'il produit et dont la partie défenderesse, qui fait défaut à l'audience, ne conteste ni la pertinence ni l'actualité, le simple fait que le requérant a **entre-temps été reconnu réfugié ne suffit pas à établir qu'il ne risquerait plus de subir de pareils traitements en cas de retour en Grèce.**"⁵*

2. Contenu de la protection internationale

Le chapitre VII de la directive qualification décrit les droits des bénéficiaires de la protection internationale, tel que prévus également par la Convention de Genève⁶. La directive qualification tend vers un traitement égalitaire entre les bénéficiaires de protection internationale et les ressortissants du pays de l'Union européenne dans lequel ils résident. Dans son arrêt Ibrahim, la Cour de justice de l'Union Européenne (ci-après CJUE) exige également un traitement égalitaire⁷. Malgré que la loi grecque prévoit un traitement égalitaire entre les bénéficiaires de protection internationale et les ressortissants grecs, cette égalité n'est que formelle et ne se traduit pas en pratique :

*"In practice, refugees still have no secure and effective access to shelter, food, the labour market and healthcare including mental health care. **International protection status in Greece cannot guarantee a dignified life for beneficiaries of protection and is no more than protection "on paper"**.*

[...]

On the basis of their on-going field work, the two organizations reiterate their call to other European countries to halt returns of recognized refugees to Greece.⁸

*Et, "According to Article 30 PD 141/2013, beneficiaries of international protection should enjoy the same rights as Greek citizens and receive the necessary social assistance, according to the terms applicable to Greek citizens. However, administrative and bureaucratic barriers, lack of state-organised actions in order to address their particular situation, non-effective implementation of the law, and the impact of economic crisis **prevent international protection holders from the enjoyment of their rights, which in some cases may also constitute a violation***

refugees in Greece remains in paper, 9 janvier 2019, <https://rsaegean.org/en/returned-recognized-refugees-face-a-dead-end-in-greece/>

⁵ CCE nr. 211 220 de 18 octobre 2018, para. 14.3.

⁶ Directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection.

⁷ C.J.U.E, *Ibrahim, Sharqawi e.a et Magamadov*, aff. jointes C-297/17, C-318/17 et C-428/17, 19 mars 2019, §93

⁸ *Refugee Support Aegean, Protection for recognized refugees in Greece remains in paper*, 9 janvier 2019, <https://rsaegean.org/en/returned-recognized-refugees-face-a-dead-end-in-greece/>

of the of principle of equal treatment enshrined in L 3304/2005, transposing Directives 2000/43/EU and 2000/78/EU.⁹

NANSEN analyse ici, en détail, l'accès des bénéficiaires de protection internationale en Grèce à certains droits fondamentaux.

2.1. Accès à l'emploi¹⁰

Bien que la loi prévoit un traitement égalitaire entre les personnes qui bénéficient de la protection internationale et les citoyens grecs, les bénéficiaires de protection internationale sont confrontés à des problèmes supplémentaires pour accéder à l'emploi, comme le manque de connaissance de la langue et l'absence d'un réseau social. En outre, les autorités grecques n'ont pas mis en place une stratégie pour faciliter l'accès au marché de l'emploi pour les bénéficiaires de la protection internationale.

"In practice, however, access to work for beneficiaries is almost impossible, since beneficiaries do not possess the same prerequisites as Greeks citizens, such as language skills, social networks, geographic and cultural knowledge, psychological condition, and no national strategy or targeted measures or programs helping with employment and accessing the labour market are put in place by the responsible Greek authorities. Additionally, no mechanism to assess previous professional skills and qualifications exist, resulting in further barriers to access to work or to vocational training programs. Problems are compounded by the economic crisis and the high unemployment rate in Greece (which currently on March 2017 runs at over 23,5 %54), which means that prospects for finding work are dire – especially for newcomers.

*As UNHCR stated: "The current situation is disappointing. **Most beneficiaries are unemployed and destitute or have recently lost their jobs and face serious financial problems.** There is also no specific national strategy for the promotion of socio-economic empowerment and self-reliance of recognised refugees. There are currently no employment programmes of the OAED, targeting specifically recognised refugees as beneficiaries. And there is no mechanism to assess refugees' qualifications, skills and previous professional experience".*

[...]

Most opportunities to work are to be found in the informal economy and are low-paid, precarious and often risky jobs without social insurance. In Athens, some refugees even collect waste paper or other materials from rubbish dumps to sell to intermediaries for recycling. Under such conditions they work uninsured, they are deprived of their labour rights and are easily exploited.¹¹

*Et, "[H]igh unemployment rates and further obstacles that might be posed by competition with Greek-speaking employees, prevent the integration of beneficiaries into the labour market. **Third-country nationals remain over-represented in the relevant unemployment statistical data.** The Hellenic Foundation for European and Foreign Policy (ELIAMEP) noted in March 2018 that:*

⁹ AIDA, Country Report: Greece, 2018 Update, 29 March 2019, p. 175, <https://www.asylumineurope.org/reports/country/greece> (ci-après AIDA).

¹⁰ Article 26 de la directive Qualification.

¹¹ Pro Asyl and Refugee Support Aegean, *Rights and effective protection exist only on paper: The precarious existence of beneficiaries of international protection in Greece*, 30 juin 2017, p. 21-22, <http://bit.ly/2FkN0i9>

*“Those few who manage to find a job are **usually employed in the informal economy, which deprives them of access to social security, and subjects them to further precariousness and vulnerability.** Henceforth, the vast majority of international protection beneficiaries and applicants rely on food, non-food item and financial assistance distributions to meet their basic needs. This often forces them into dangerous income generating activities, and extends the need for emergency services, increases the risk of exploitation, and hinders their integration prospects.”*

*Similar to asylum seekers, **beneficiaries of international protection face obstacles in the issuance of Tax Registration Number (AFM), which hinder their access to the labour market and registration with the Unemployment Office of OAED.** Refugee Support Aegean and Pro Asyl highlight that: “[o]nly in 2018 the Government Employment Agency (OAED) accepted the registration of those who live in camps or are homeless. But **until today refugees face many problems,** as either they cannot obtain tax clearances or they cannot obtain a certificate of homelessness or there is no competent authority to provide them with certificates of accommodation in a site.”¹²*

*Et, “Currently, **no employment programs of [Government Employment Agency - OAED] exist for beneficiaries of international protection.** Only those who used to work and lost their jobs are entitled to receive employment benefit for a limited period and under preconditions.”¹³*

2.2. Accès à l'éducation¹⁴

Le gouvernement grec a instauré des classes d'accueil pour les primo-arrivants. Cependant, le nombre de classes n'est pas suffisant et est limité à l'école primaire. Dans l'enseignement secondaire, d'autres défis existent :

“In an attempt to strengthen the educational system for the refugee children in Greece, in the summer of 2016, the Greek State founded “Reception Classes of Educational Priority Zones” (ZEP) with a duration that cannot exceed one year. These classes are limited, created only in the primary schools, insufficient to ensure integration of the children and do not include children over 15 years old (secondary education).

*In secondary education the situation is even more challenging as the existing **intercultural schools are not sufficient enough** and there is **no prediction for “Reception Classes of Educational Priority Zones” (ZEP).***

*Furthermore, it was up till now impossible to find an appropriate solution to the **lack of possibility to document secondary education (high schools) and possible ways to match the foreign certificates with the Greek ones,** so that children over the age of 15 years have the chance of enrolment in Lyceum (Secondary Education - Ages: 16 ~ 18) or professional schools.*

¹² AIDA, *op.cit.*, p. 187-188. Voir également, Report of the Commissioner for Human Rights of the Council of Europe Dunja Mijatović, *op.cit.*, §79.

¹³ Pro Asyl and Refugee Support Aegean, *Legal Note on the living conditions of beneficiaries of international protection in Greece*, Update, 30 août 2018, p. 9, <https://rsaagean.org/en/legal-note-on-the-living-conditions-of-beneficiaries-of-international-protection-in-greece-update/>

¹⁴ Article 27 de la directive Qualification.

*Lack of interpreters and cultural mediators, at any stage of the enrolment procedure and the school classes increases the already existing difficulties for both refugee families and teachers.*¹⁵

La Commissaire aux droits de l'homme s'inquiète du taux d'absentéisme élevé :

Et, *“The implementation of the DYEP programme constitutes significant progress. However, the Commissioner is concerned about **low rates of school attendance among migrant children**. According to Refugee Support Aegean, during the school year 2017-2018 the number of children estimated to attend all levels of formal education was about 6 500 to 7 000, while the number of asylum-seeking and refugee children living in Greece during this period of time was approximately 20 000. UNHCR has **identified a series of barriers to attending formal education**, including: difficulties with the Greek language; lessons considered not helpful by children awaiting relocation in another EU country; lessons considered not adapted to the children's level; concentration problems; excessive distance between school and place of residence; parents afraid of racism.*¹⁶

2.3. Protection sociale¹⁷

Les bénéficiaires de protection internationale sont exclus de certaines aides sociales, ce qui a pour conséquence un traitement différent par rapport aux ressortissants grecs. Entre autres, les familles (voyez également chapitre 3.1) et les personnes âgées sont exclues de certaines aides :

*“According to the new provisions, from January 1st, 2013 onwards this pension is granted on the additional condition that the applicants have been living permanently and legally in Greece for the last 20 years before applying for the pension. Under Article 93 of Law 4387/2016 the requirement of 20 years was reduced to **15 years' legal and permanent residence in Greece**. In practice the period while they were applicants of international protection is not calculated.*

*Consequently, the **vast majority of elderly beneficiaries of international protection are excluded from the allowance as they cannot fulfill this precondition of 15-years residence.***¹⁸

Et, *“As stressed by UNHCR, “provision of basic social rights is currently a challenge for both asylum seekers and beneficiaries of international protection in Greece. The country lacks an overall integration strategy, as well as specific measures targeting the refugee population. Moreover, **refugees are not always efficiently included in national social protection measures** that aim to address the needs of the homeless and unemployed Greek population.”*¹⁹

En outre, les bénéficiaires de protection internationale font face à plusieurs problèmes – souvent d'ordre bureaucratique – qui empêchent l'accès aux autres protections sociales :

“A single male beneficiary of international protection – who is not accommodated in any reception facility or shelter – is in theory entitled to submit an application asking

¹⁵ Pro Asyl and Refugee Support Aegean, *Rights and effective protection exist only on paper: The precarious existence of beneficiaries of international protection in Greece*, 30 juin 2017, p. 26, <http://bit.ly/2FkN0i9>

¹⁶ Report of the Commissioner for Human Rights of the Council of Europe Dunja Mijatović, *op.cit.*, §50.

¹⁷ Article 29 de la directive Qualification.

¹⁸ Pro Asyl and Refugee Support Aegean, *Rights and effective protection exist only on paper: The precarious existence of beneficiaries of international protection in Greece*, 30 juin 2017, p. 23, <http://bit.ly/2FkN0i9>

¹⁹ AIDA, *op.cit.*, p. 185.

for social solidarity allowance under article 235 of Law 4389:2016 (200,00€ for adults per month). However, **in practice it is extremely difficult for beneficiaries of international protection to meet all the requirements**, such as to submit

- a recent tax clearance certificate,
- a tenancy agreement/hosting declaration/utility bill or certificate of homelessness/certificate of a day center
- an IBAN/bank account.²⁰

Et, **“In practice, difficulties in access to rights stem from bureaucratic barriers, which make no provision to accommodate the inability of beneficiaries to submit certain documents such as family status documents, birth certificates or diplomas, or even the refusal of civil servants to grant them the benefits provided, contrary to the principle of equal treatment as provided by Greek and EU law.”**²¹

Par exemple, deux ONGs grecques ont aidé une famille réfugiée à rassembler tous les documents nécessaires pour faire une demande de ‘Social Solidarity Income’, mais la demande a été refusée parce que la famille n’a pas pu produire une preuve d’adresse ou une attestation de SDF²².

Pendant la procédure de renouvellement de leur carte de résidence, les bénéficiaires de protection internationale reçoivent un document attestant du fait qu’une demande de renouvellement est en cours. Cependant, en pratique, ils rencontrent encore des obstacles pour accéder aux services même avec ce document :

*“The renewal procedure lasts approximately 2 months on average. However, as far as GCR is aware, longer delays are observed in a number of cases, which can reach 6 months in practice due to high number of applicants. During this procedure the Legal Unit of the Asylum Service processes criminal record checks on the beneficiaries of international protection, which may lead to the Withdrawal of their protection status. Pending the issuance of a new residence permit, beneficiaries of international protection are granted a certificate of application (βεβαίωση κατάστασης αιτήματος) which is valid for two months. **In practice, beneficiaries whose residence permit has expired and who hold this document while awaiting the renewal of their residence permit have faced obstacles in accessing services such as social welfare.** The Asylum Service sent a letter to the Ministry of Labour on 11 December 2017 to clarify that the certificate of application constitutes valid documentation to certify a person’s international protection status.”*²³

2.4. Accès aux soins de santé²⁴

Bien que la loi grecque relative aux soins de santé prévoit que les bénéficiaires de la protection internationale rentrent dans la même catégorie que les citoyens grecs, en pratique, les difficultés sont nombreuses :

²⁰ Pro Asyl and Refugee Support Aegean, *Legal Note on the living conditions of beneficiaries of international protection in Greece*, Update, 30 août 2018, p. 3, <https://rsaegean.org/en/legal-note-on-the-living-conditions-of-beneficiaries-of-international-protection-in-greece-update/>

²¹ AIDA, *op.cit.*, p. 189.

²² Refugee Support Aegean, *Protection for recognized refugees in Greece remains in paper*, 9 janvier 2019, <https://rsaegean.org/en/returned-recognized-refugees-face-a-dead-end-in-greece/>

²³ AIDA, *op.cit.*, p. 175.

²⁴ Article 30 de la directive Qualification.

*“[I]n spite the favourable legal framework, **actual access to health care services is hindered in practice by significant shortages of resources and capacity for both foreigners and the local population**, as a result of the austerity policies followed in Greece, as well as the lack of adequate cultural mediators. “The public health sector, which has been severely affected by successive austerity measures, is under extreme pressure and lacks the capacity to cover all the needs for health care services, be it of the local population or of migrants”.⁹¹⁴ **Moreover, access to health is also impeded by obstacles with regard to the issuance of a Social Security Number (AMKA).**”²⁵*

Et, *“In a measure introduced because of the humanitarian crisis, Article 33 of Law 4368/2016 states that persons without health insurance and **members of vulnerable social groups, such as the beneficiaries of international protection, shall have free access to the public health system and are entitled to medical care.** Accordingly, beneficiaries of international protection should have free access to public health care without any restriction. However, **structural deficiencies (such as the lack of available information and qualified interpreters and cultural mediators) and the impact of the financial crisis on the health system (lack of funds for medicines, technical equipment, material and a lack of professional staff, long waiting lists and increase of co-payments) complicate the access of beneficiaries to health care.** UNHCR records that: “Health professionals are not correctly informed on asylum seekers’ and refugees’ rights and documentation and they often refuse to treat them or refer them to specialists. There are many problems and complaints about insufficient provision of medicines. The lack of interpreters in hospitals and health services complicates the situation.”*

*The UN Independent Expert on the Effects of Foreign Debt has expressed his concerns about the impact of the austerity measures on the right to health⁴⁵. In its recent concluding observations on the second periodic report for Greece, the Committee on Economic, Social and Cultural rights noted that **refugees**, asylum seekers and undocumented migrants continue to encounter difficulties in gaining access to healthcare facilities, goods, services and information and expressed its **concerns about the severe impact of the financial crisis on the health system, especially on the mental health sector.***

The Greek National Committee for Human Rights and UN Independent Expert on the Effects of Foreign Debt stated that “the unprecedented cuts to the public health system have resulted in critical understaffing in parts of the public health system, an increase in co-payments and waiting lists, and difficulties in providing effective and affordable access to the right to adequate health care for all.”

In January 2017, the doctors’ association in Athens complained about a severe lack of necessary medicines and medical items, with serious consequences for the patients. They highlighted the example of Laiko hospital in Athens, where due to a lack of medication treatment of cancer patients had to be postponed.

Refugees also suffer from this situation, especially vulnerable persons or those who cannot afford to buy medicines.

[...]

²⁵ AIDA, *op.cit.*, p. 190.

*Greece has **not established a system of interpretation and cultural mediation in hospitals and health services, resulting in serious barriers to effective access to health.***²⁶

Le CCE a déjà reconnu la nécessité d'un examen particulier dans le cadre d'un retour en Grèce pour des personnes avec des problèmes médicaux :

*"Le requérant a par ailleurs déposé des documents démontrant qu'il est suivi médicalement, notamment pour des problèmes cardiaques et gastroentérologiques. Il démontre donc qu'il **nécessite des soins médicaux pour de sérieux problèmes de santé.** Dans ces conditions, l'absence d'accès aux soins de santé dont il explique, sans être sérieusement contredit, avoir souffert en Grèce revêt un réel caractère de gravité.*"²⁷

Et, "De Raad merkt op dat gelet op het feit dat personen die internationale bescherming genieten in Griekenland zich daar in **erg moeilijke en soms schrijnende (levens)omstandigheden kunnen bevinden en geconfronteerd kunnen worden met allerhande belemmeringen met betrekking tot o.a. de toegang tot gezondheidszorg,** zoals blijkt uit de informatie bijgebracht door verzoekende partij per aanvullende nota van 21 oktober 2019 en de informatie gevoegd bij het verzoekschrift, en mede gelet op verzoekende partij **haar ernstige medische situatie, zoals o.a. blijkt uit het recente medische attest [...]** – hieruit blijkt dat de verzoekende partij behoeftig is aan neurologische opvolging en zeer binnenkort een nieuw chirurgische ingreep dient te ondergaan-, **verzoekende partij in Griekenland (mogelijks) zal terechtkomen in een situatie van onmenselijke of vernederende levensomstandigheden** in de zin van artikel 48/4, §2, b) van de Vreemdelingenwet of van artikel 3 van het EVRM."²⁸

2.5. Accès au logement²⁹

Aucune aide au logement n'est fournie par les autorités grecques aux bénéficiaires de la protection internationale de retour d'un autre pays de l'UE :

*"According to the law, beneficiaries of international protection have access to accommodation under the conditions and limitations applicable to third-country nationals residing legally in the country. 887 There are generally limited accommodation places for homeless people in Greece and **no shelters are dedicated to recognised refugees or beneficiaries of subsidiary protection. There is also no provision for financial support for living costs.** [...] According to GCR's experience, those in need of shelter who lack the financial resources to rent a house remain **homeless or reside in abandoned houses or overcrowded apartments, which are on many occasions squalid.** Pro Asyl and Refugee Support Aegean also document cases of recognised **beneficiaries of international protection living under deplorable conditions, including persons returned from other EU countries.**"³⁰*

²⁶ Pro Asyl and Refugee Support Aegean, *Rights and effective protection exist only on paper: The precarious existence of beneficiaries of international protection in Greece*, 30 juin 2017, p. 18-20, <http://bit.ly/2FkN0i9>

²⁷ CCE nr. 211 220 de 18 octobre 2018, para. 14.3.

²⁸ CCE nr. 228 238 de 30 octobre 2019, para. 4.2.

²⁹ Article 32 de la directive Qualification.

³⁰ AIDA, *op.cit.*, p. 185-186.

Le programme ESTIA du HCR offre un soutien du logement (soit un logement, soit une aide en cash) aux demandeurs d'asile. Si la personne obtient une protection, elle peut rester six mois en plus, avec une possibilité de prolonger ce délai pour les personnes vulnérables. Par contre, une proposition de loi a été déposée pour réduire cette période de six à deux mois. L'UNHCR s'inquiète de la situation d'un grand groupe de réfugiés qui sont laissés sans assistance et avec le risque de se retrouver à la rue³¹.

En tout état de cause, les bénéficiaires de protection internationale de retour d'un autre pays de l'UE ne sont pas éligibles pour un logement dans le cadre du programme ESTIA³².

Un autre programme, HELIOS 2, lancé le 1^{er} juin 2019, inclut une aide de loyer pour 5.000 réfugiés reconnus pour une période de six mois. Bien qu'il s'agisse d'une bonne initiative, sa portée reste très limitée, d'abord parce qu'il y a un nombre énorme de réfugiés reconnus en Grèce, et ensuite parce qu'elle exclut de son champ d'application les bénéficiaires de la protection subsidiaire :

*"Taking into consideration obstacles faced by beneficiaries of international protection to integration and Access to the Labour Market, coupled with the weak social assistance system and the fact that additional actions under "HELIOS 2" programme will start after June 2019 and will cover only 5,000 beneficiaries, the situation that **beneficiaries of international protection will face following their departure from the ESTIA accommodation scheme should be closely monitored, in particular vis-à-vis risks of destitution and homelessness.**"*³³

Les abris pour les SDFs ne sont pas non plus une solution ; ils sont rares et souvent pas accessibles pour les étrangers :

*"All the shelters had restricted capacities. At the time of our research they **were either full or had pending waiting lists of people to be accommodated.** In general, all the existing shelters do not provide interpretation services and do not accommodate people who cannot speak Greek or English. A lot of shelters require recent tax clearance certificates. Medical tests are prerequisite for accommodation in all the shelters."*³⁴

En conséquence :

*"RSA/ PRO ASYL follows-up on such cases of returnees from other European countries to Greece (Athens) and documents their life as **homeless or under substandard conditions in squats in Athens or in abandoned buildings without access to electricity or water.***

³¹ UNHCR urges Greece to strengthen safeguards in draft asylum law, 24 octobre 2019, <https://www.unhcr.org/gr/en/13170-unhcr-urges-greece-to-strengthen-safeguards-in-draft-asylum-law.html>

³² Pro Asyl and Refugee Support Aegean, *Legal Note on the living conditions of beneficiaries of international protection in Greece*, Update, 30 août 2018, p. 4, <https://rsaegean.org/en/legal-note-on-the-living-conditions-of-beneficiaries-of-international-protection-in-greece-update/> et Refugee Support Aegean, *Protection for recognized refugees in Greece remains in paper*, 9 janvier 2019, <https://rsaegean.org/en/returned-recognized-refugees-face-a-dead-end-in-greece/>

³³ AIDA, *op.cit.*, p. 186-187.

³⁴ Pro Asyl and Refugee Support Aegean, *Legal Note on the living conditions of beneficiaries of international protection in Greece*, Update, 30 août 2018, p. 6-7, <https://rsaegean.org/en/legal-note-on-the-living-conditions-of-beneficiaries-of-international-protection-in-greece-update/>

[...] RSA/PRO ASYL conclude that in case of their return, beneficiaries of international protection (if they do not have private support) **will face a real risk of living in the streets.**³⁵

2.6. Accès aux dispositifs d'intégration³⁶

La société civile grecque est très active dans le cadre de l'intégration des personnes bénéficiant d'une protection internationale, notamment par une grande offre de cours de langue et des programmes d'intégration par l'éducation. Depuis 2018, les autorités grecques ont également lancé des programmes d'intégration. Cependant, des besoins persistent:

*"A number of Greek language classes are provided by universities, civil society organisations and centres for vocational training. However, as noted by UNHCR, "the lack of Greek language classes, which most perceive to be required for integration, was a commonly referenced issue". A pilot programme of Greek language courses funded by the Asylum, Migration and Integration Fund (AMIF) announced in January 2018 had not been implemented by the end of the year.*³⁷

Et, *"In spite of these efforts, the Commissioner considers **that much more needs to be done to cover the integration needs of most migrants**, which are reportedly not met, especially those of the many unaccompanied minor migrants kept in protective custody, living in hotels or reported homeless.*³⁸

Et aussi, *"RSA/ PRO ASYLUM would like to mention that a concrete and functioning plan for integration of refugees still does not exist, except from one running pilot program for integration, 'HELIOS', restricted to 120 people in the area of Thiva and Livadia. Greece still lacks a long-term integration policy regarding recognized refugees.*³⁹

Par contre, la connaissance de la langue grecque est souvent un prérequis pour bénéficier de l'assistance gouvernementale :

*"Measures and projects taken by the Ministry of Labor, Social Insurance and Social Solidarity for people living under poverty levels are **not designated for persons who do not speak or understand Greek.**"⁴⁰*

3. Situation particulière de certains groupes

3.1. Familles avec enfants

Les enfants bénéficient d'un statut spécial du fait de leur besoins spécifiques et de leur vulnérabilité intrinsèque. Cette vulnérabilité est encore plus élevée dans les cas où l'enfant a

³⁵ *Ibid.*, p. 4-5, 7.

³⁶ Article 34 de la directive Qualification.

³⁷ AIDA, *op.cit.*, p. 137.

³⁸ Report of the Commissioner for Human Rights of the Council of Europe Dunja Mijatović, *op.cit.*, §78.

³⁹ Pro Asyl and Refugee Support Aegean, *Legal Note on the living conditions of beneficiaries of international protection in Greece*, Update, 30 août 2018, p. 9, <https://rsaegean.org/en/legal-note-on-the-living-conditions-of-beneficiaries-of-international-protection-in-greece-update/>

⁴⁰ *Ibid.*, p. 9-10.

besoin d'une protection internationale. Le Comité des droits de l'enfant⁴¹, la CEDH⁴² et la CJUE⁴³ l'ont reconnu. Le Charte des Droits fondamentaux de l'Union fait référence aux droits de l'enfant à l'article 24 :

*"1. Les enfants ont **droit à la protection et aux soins nécessaires à leur bien-être**. Ils peuvent exprimer leur opinion librement. Celle-ci est prise en considération pour les sujets qui les concernent, en fonction de leur âge et de leur maturité.*

*2. Dans tous les actes relatifs aux enfants, qu'ils soient accomplis par des autorités publiques ou des institutions privées, **l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale**.*

3. Tout enfant a le droit d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à son intérêt."⁴⁴

Cependant, les rapports internationaux démontrent que les enfants – soit en famille, soit non accompagnés – sont particulièrement affectés par la situation en Grèce.

Les associations RSA et PRO ASYL ont suivi une famille (mère, père et deux enfants) de réfugiés reconnus en Grèce qui était retournés en Grèce, depuis la Suisse. Pendant plusieurs mois, les organisations ont fourni à la famille un soutien légal et social. Malgré tout ce soutien, la famille est restée dans une situation de précarité énorme.

Très peu de logements adaptés pour des familles avec enfants sont disponibles :

*"Only the shelter of the "Red Cross" as designated to accommodate **families**, but it has suspended its operation since May 2018 and is to be evacuated by August 2018. Three other shelters [...] reportedly accommodate families by exception, but psychiatric cases are excluded.*

*Only one small shelter ("Fivi") is designed for **women and mothers with children** who are either homeless or victims of domestic violence. Mothers with boys up to 9 years old are accommodated."⁴⁵*

Par conséquent, les familles sont forcées de trouver des solutions *ad hoc*, parfois dans des parcs, parfois auprès de leur communauté d'origine, chez des volontaires grecs ou encore dans des hôtels avec l'assistance d'une ONG⁴⁶. Ces familles restent dans une situation instable, qui affecte également les enfants qui ne sont pas accueillis dans des conditions leur permettant de se reposer et de se rétablir.

Les familles bénéficiant d'une protection internationale sont également exclues de toute protection sociale, réservée aux enfants qui résident légalement sur le territoire grec depuis plus de 10 ans :

⁴¹ Joint General Comment No. 3 (2017) of the Committee on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families and No. 22 (2017) of the Committee on the Rights of the Child on the general principles regarding the human rights of children in the context of international migration.

⁴² Voir entre autres, CEDH, *Tarakhel v. Switzerland* [GC], nr. 29217/12, 4 novembre 2014, para. 99.

⁴³ C.J.U.E., C-550/16, A et S, para. 58.

⁴⁴ Council of the European Union, *Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne (2007/C 303/01)*, 14 December 2007, C 303/1, <https://www.refworld.org/docid/50ed4f602.html>

⁴⁵ Pro Asyl and Refugee Support Aegean, *Legal Note on the living conditions of beneficiaries of international protection in Greece*, Update, 30 août 2018, p. 7, <https://rsaegean.org/en/legal-note-on-the-living-conditions-of-beneficiaries-of-international-protection-in-greece-update/>

⁴⁶ Refugee Support Aegean, *Protection for recognized refugees in Greece remains in paper*, 9 janvier 2019, <https://rsaegean.org/en/returned-recognized-refugees-face-a-dead-end-in-greece/>

“For both [single child support allowance and special allowance of 500 Euro for each child per year] the law requires 10 years of legal and permanent residence as a precondition for eligibility, with the period as applicants of international protection again not being calculated. Given the fact that these allowances are the only ones provided to families with children, refugees are excluded from any family support for the first 10 years of their stay in Greece following their recognition. But even after 10 years refugees might be blocked accessing the family allowances, as they might not being able to submit the necessary family certificates.

According to the above-mentioned legislation the family allowances are provided only to recognized refugees and to holders of humanitarian status, but exclude the beneficiaries of subsidiary status.”⁴⁷

Le CCE s’est déjà exprimé sur la situation des familles avec enfants :

“Dans les présentes affaires, les parties requérantes invoquent une situation familiale complexe : elles ont la charge de plusieurs enfants mineurs, deux d’entre elles souffrent de problèmes médicaux, et elles disent avoir vécu en Grèce dans des conditions matérielles inadaptées à leurs besoins et dans des conditions de sécurité insuffisantes.

Le Conseil estime que la combinaison de tels éléments est de nature à conférer, à leur situation en Grèce, un caractère de vulnérabilité qu’il convient d’approfondir au regard de la jurisprudence précitée de la CJUE.”⁴⁸

3.2. Mineurs étrangers non-accompagnés

Comme déjà indiqué, les enfants – en famille, mais également non-accompagnés – ont un statut spécifique et en particulier, les mineurs étrangers non-accompagnés (ci-après MENA) sont largement identifiés comme des personnes vulnérables⁴⁹. Cependant, le système de protection de l’enfant en Grèce connaît beaucoup de difficultés :

“Namely, the lack of clear guidelines, pathways, the stark incoherence between the legislative framework and the practices followed in day-to-day reality, the lack of an efficient guardianship system to guide the child through the extremely complex reception and asylum procedure in Greece, the extremely poor identification and reception conditions, together with the lack of individualised treatment and mapping of durable solutions, including minors’ own needs and desires, has led to a fragmented ad hoc child protection system, filled with shortcomings, greatly dependent on individual persons; persons – sometimes randomly chosen– who will greatly affect a child’s life.”⁵⁰

En particulier, la situation des MENA en Grèce est caractérisée par un manque manifeste de logement et d’accompagnement adaptés :

“Furthermore, the ongoing deficiencies in the number, type and quality of care arrangements available for UAC in the mainland remains a serious gap for the

⁴⁷ Pro Asyl and Refugee Support Aegean, *Rights and effective protection exist only on paper: The precarious existence of beneficiaries of international protection in Greece*, 30 juin 2017, p. 23-24, <http://bit.ly/2FkN0i9>

⁴⁸ CCE nr. 224 980 de 19 août 2019, para. 5.

⁴⁹ Voir entre autres article 1, 12° de la loi du 15 décembre 1980 et article 21 de la directive Accueil. Pour plus d’information, voir également NANSÉN Note 2018/2 : La détention des enfants migrants, <https://nansen-refugee.be/2018/08/22/nansen-note-2-la-detention-des-enfants-migrants/>

⁵⁰ ROSA, *Children cast adrift – The exclusion and exploitation of unaccompanied minors. National report: Greece*, November 2019, p. 109, <https://rosalux.gr/en/publication/children-cast-adrift-greece>

last four years. According to EKKA, there are currently 2,858 children outside the long term care system, including 1,060 in informal and insecure housing conditions or homeless. These children are living in the streets, in squats, in apartments with others or move frequently between different types of accommodation. This core deficiency in the national child protection system has serious implications for the well-being of the homeless unaccompanied children seeking protection. They cannot cover their basic needs and do not have access to medical or psychosocial care or to education. Some of the most common protection risks that these children are exposed to include labour exploitation, trafficking, Sexual and Gender Based Violence (SGBV) and exploitation.⁵¹

Et, “Violence against children, particularly migrant, refugee, street, and Romani children, remained a problem. On July 11, the NGO “Smile of the Child” reported having received 497 reports of serious cases of abuse related to 854 children through its helpline “SOS 1056” from January 1 to June 30. Of these children, 40 percent were less than six years of age. The law prohibits corporal punishment and mistreatment of children, but government enforcement was generally ineffective. Welfare laws provide for treatment and prevention programs for abused and neglected children in addition to foster care or accommodation in shelters. **Government-run institutions were understaffed, however, and NGOs reported insufficient space, including for unaccompanied minors who by law are entitled to special protection and should be housed in special shelters.**⁵²

Même pour les MENA qui sont bénéficient d’une assistance, l’UNHCR s’inquiète quant au type de logement et à l’aide qui leur est fournie :

*“It remains exceptional for UAC to end up in optimum care arrangements in Greece. The majority are referred to institutional care on the mainland run by IOM and NGOs. Whereas these shelters are critical in the provision of places, **institutional care does not represent best practice.** Meanwhile, interim care measures such as the hotels, Safe Zones and the open accommodation facilities have become semi-permanent, leading to the **erosion of minimum care standards for UAC.**”⁵³*

En outre, les autorités grecques n’ont pas suffisamment de tuteurs pour représenter adéquatement tous les MENA :

*“Greek legislation states that the competent authorities shall take the appropriate measures to ensure a minor’s necessary representation. In the absence of a guardian, the Public Prosecutor for Minors shall act as a provisional guardian. **In practice, however, the Public Prosecutors lack the capacity to handle the large number of unaccompanied minors who are referred to them for protection. As a result, the thousands of unaccompanied children in Greece are left alone and exposed to***

⁵¹ UNHCR, *Submission by the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees in the case of International Commission of Jurists (ICJ) and European Council for Refugees and Exiles (ECRE) v. Greece (Complaint No. 173/2018) before the European Committee of Social Rights*, 9 août 2019, para. 2.6.3, <https://www.refworld.org/docid/5d9745494.html>. Voir également Report of the Commissioner for Human Rights of the Council of Europe Dunja Mijatović, §31.

⁵² US Department of State: Country Report on Human Rights Practices 2018 - Greece, 13 mars 2019 <https://www.ecoi.net/en/document/2004299.html>

⁵³ UNHCR, *Recommendations by the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) concerning the execution of judgments by the European Court of Human Rights (ECtHR) in the cases of M.S.S. v. Belgium and Greece (Application No. 30696/09, Grand Chamber judgment of 21 January 2011) and of Rahimi v. Greece (Application No. 8687/08, Chamber judgment of 05 April 2011)*, 15 May 2019, 1348th meeting (June 2019) (DH), p. 5, <https://www.refworld.org/docid/5cfffceb04.html>

criminal channels and human rights violations. *Despite the meaningful efforts of non-state actors to cover some of the existing needs, the critical lack of any permanent guardianship system persists.*⁵⁴

Et, *“The exposure of so many children to homelessness, protective custody or the squalid conditions in hotspots and often to exploitation and abuse is linked to a great extent to the insufficient number of places in special shelters. The current number of such places is 1,213. Despite an increase since last year, the number is seriously inadequate for the existing needs and these shelters often face the risk of closure as a result of lack of funding. **Meanwhile, Law 4554/2018 envisages a system of guardianship that may be able to provide more effective support to unaccompanied or separated children. However, this legislation has not yet been implemented.**”*⁵⁵

Cette nouvelle loi est considérée comme une étape essentielle pour améliorer la protection des droits des MENA⁵⁶. Cependant, son entrée en vigueur – prévue initialement pour le 1^{er} septembre 2019 – a été reportée. Un groupe de 17 associations tire la sonnette d’alarme concernant la situation des MENA :

*“[T]he postponement of the implementation of the law on guardianship (4554/2018) violates children’s rights, as they are left without a guardian to support and protect them at every stage of the reception and legal procedure. Pending the implementation of the government’s new action plan for the protection of unaccompanied children, and with the number of unaccompanied children in the country at its highest, protection standards are worsening with thousands of children sleeping among adults, without appropriate shelter or protection, and without access to basic services or resources.”*⁵⁷

Les MENA en Grèce risquent d’être victime d’exploitation :

*“All professional and key informants interviewed were directly or indirectly aware of minors in their care being exploited, either through illegal employment, sexually, or by criminal networks implicated in theft and the drug trade.”*⁵⁸

Qui plus est, les besoins en matière d’intégration – en particulier pour les MENA – ne sont pas rencontrés :

*“In spite of these efforts, the Commissioner considers that much more needs to be done to cover the integration needs of most migrants, which are reportedly not met, especially those of the **many unaccompanied minor migrants kept in protective custody, living in hotels or reported homeless.**”*⁵⁹

⁵⁴ Defence for Children, *Athens, the reflection of a broken protection system for refugee children*, décembre 2017, p. 4. Voir également ROSA, *Children cast adrift – The exclusion and exploitation of unaccompanied minors. National report: Greece*, November 2019, p. 28-31, <https://rosalux.gr/en/publication/children-cast-adrift-greece>

⁵⁵ Refugee Support Aegan, *Greece: Hundreds of vulnerable refugee children left unprotected and homeless*, 21 décembre 2018, <https://rsaegean.org/en/greece-hundreds-of-vulnerable-refugee-children-left-protected-and-homeless-2/>

⁵⁶ UNICEF statement on new guardianship law in Greece, 7 août 2018, <https://www.unicef.org/eca/press-releases/unicef-statement-new-guardianship-law-greece>

⁵⁷ NGOs urge UN High Commissioner for Refugees to act on refugee rights during Greece visit, 29 novembre 2019, <https://reliefweb.int/report/greece/ngos-urge-un-high-commissioner-refugees-act-refugee-rights-during-greece-visit>

⁵⁸ ROSA, *Children cast adrift – The exclusion and exploitation of unaccompanied minors. National report: Greece*, November 2019, p. 102-107, <https://rosalux.gr/en/publication/children-cast-adrift-greece>

⁵⁹ Report of the Commissioner for Human Rights of the Council of Europe Dunja Mijatović, *op.cit.*, §78.

Pour toutes ces raisons, le Comité européen des droits sociaux a indiqué au Gouvernement grec des mesures immédiates à adopter dans une affaire introduite par la Commission Internationale de Juristes et le European Council For Refugees and Exiles (ECRE). Cette affaire portait sur les manquements sérieux dans la loi, la politique et la pratique grecques qui ont pour conséquence de priver les MENA en Grèce (sur le continent et les îles) du bénéfice de leurs droits au logement, à la santé, à une assistance médicale et sociale, à l'éducation et à la protection juridique, légale et économique. Le Comité conclut :

*“14. The Committee notes that, according to the complainant organisations, due to lack of accommodation coupled with placement in overcrowded facilities and/or in detention, **migrant children are deprived of a protective framework in Greece and, as a result, are subject to conditions which are substandard and harmful. Basic care provision, namely shelter, food, water, electricity, heating and health-care are all reported by international and national human rights bodies and civil society organisations to be insufficient.** The absence of such facilities has a **serious knock-on effect on hygiene, sanitation and substantive physical and mental health care and treatment, including clinical or preventative care.** Instances of children suffering from repeated bouts of the same medical or mental health problem demonstrates that living conditions are a clear aggravator and, most likely, the root cause of the particular illness. The inadequacy of services is compounded by a reduction in the numbers of medical professionals working with migrant children meaning that **children are having to wait for lengthy periods of time or, worse, are simply not getting medical treatment for their symptoms.** The reported consequences have been children self-harming and even attempting suicide. Furthermore, urgent child protection concerns arise in such unsuitable and overpopulated living arrangements where mixed sex and unrelated adults are also residing. Reports of sexual abuse, violent assaults, harassment and humiliation in camps on the Greek islands demonstrate the impact of living conditions on children’s security and safety.*

15. The Government deems the organisations’ request for the adoption of immediate measures unfounded but fails to dispel the serious concerns about the gravity and urgency of the situation that arises from the complaint.

*16. In light of Rule 36, the Committee considers that the migrant minors whose rights are the subject of the complaint, **evidently are at risk of serious irreparable harm to their lives.***

17. Under these conditions, the Committee considers it necessary to indicate immediate measures.”⁶⁰

3.3. Personnes avec un handicap

Le Comité des droits des personnes handicapées a exprimé des inquiétudes concernant le traitement de bénéficiaires de protection internationale – en particulier les enfants – porteurs d’un handicap en Grèce :

*“The **lack of effective implementation of the existing standards on equality and non-discrimination, including provision of specific measures and individualized***

⁶⁰ Comité européen des droits sociaux, ICJ et ECRE, application nr. 173/2018, [https://hudoc.esc.coe.int/eng/#\[%22ESCDclIdentifier%22:\[%22cc-173-2018-dadmissandimmed-fr%22\]\]](https://hudoc.esc.coe.int/eng/#[%22ESCDclIdentifier%22:[%22cc-173-2018-dadmissandimmed-fr%22]])

support, **particularly in the areas of education** for children with disabilities and protection of refugees, asylum seekers and migrants with disabilities;⁶¹

“The insufficient measures taken to identify asylum seekers with disabilities, **refugees with disabilities** and persons with disabilities who are in refugee-like situations who are arriving in the State party, to ensure their access to health care, adequate accommodation, basic facilities, security and safety, and to take specific measures and provide for individualized support, such as personal assistance, particularly for women and children with disabilities.”⁶²

“The access of Roma children with disabilities and refugee, asylum-seeking and migrant children with disabilities to education is severely limited;”⁶³

Et, **“Persons with disabilities also face great difficulties in their efforts to access welfare benefits. First they have to be seen by the Disability Accreditation Centre to assess if their disability is at a level above 67% and then there are often still significant delays in the procedure. Refugees often cannot afford to pay the necessary fees, and there are many problems and complaints about insufficient provision of medicines.”**⁶⁴

3.4. Personnes avec des problèmes de santé mentale

Selon l'UNHCR, le nombre limité d'institutions publiques de santé mentale et leur accès posent un problème particulier pour les bénéficiaires de protection internationale qui souffrent de problèmes de santé mentale⁶⁵ :

“Beneficiaries of international protection with mental health problems face accommodation problems and a lack of appropriate mental health care.

[...] Public institutions and hospitals as well as NGOs providing mental health care to refugees and migrants in Athens (such as Babel and ESTIA) have waiting lists of several months.”⁶⁶

Et, **“Especially for those with mental health problems (adults and minors) the lack of interpretation and cultural mediation impedes a proper diagnosis and consequently necessary therapy. Nikos Gionakis of the NGO Babel highlighted cases where patients’ mental health state was not properly diagnosed due to inadequate examination and interpretation, which resulted in these patients either not being hospitalised (even though they should have been) or not receiving appropriate therapy. Children in need of mental health diagnoses also suffer from long waiting times for appointments and of lack of interpretation and cultural mediation, resulting in insufficient diagnoses and treatments”**⁶⁷

⁶¹ UN Committee on the Rights of Persons with Disabilities: Concluding observations on the initial report of Greece [CRPD/C/GRC/CO/1], 29 October 2019, §7, <https://www.ecoi.net/en/file/local/2019532/G1931296.pdf>

⁶² *Ibid.*, §15.

⁶³ *Ibid.*, §34.

⁶⁴ Pro Asyl and Refugee Support Aegean, *Rights and effective protection exist only on paper: The precarious existence of beneficiaries of international protection in Greece*, 30 juin 2017, p. 20, <http://bit.ly/2FkN0i9>

⁶⁵ Voir <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/64741>

⁶⁶ Pro Asyl and Refugee Support Aegean, *Legal Note on the living conditions of beneficiaries of international protection in Greece*, Update, 30 août 2018, p. 8-9, <https://rsaegean.org/en/legal-note-on-the-living-conditions-of-beneficiaries-of-international-protection-in-greece-update/>

⁶⁷ Pro Asyl and Refugee Support Aegean, *Rights and effective protection exist only on paper: The precarious existence of beneficiaries of international protection in Greece*, 30 juin 2017, p. 20, <http://bit.ly/2FkN0i9>

Et, "Unfortunately, except for KEA, there are no other effective allowances in practice. There is **no provision of state social support for vulnerable cases of beneficiaries such as victims of torture**. The only psychosocial and legal support addressed to the identification and rehabilitation of torture victims in Greece is offered by three NGOs, GCR, Day Centre Babel and MSF, which means that the continuity of the programme depends on funding."⁶⁸

Le CCE a déjà souligné l'importance de prendre en considération les vulnérabilités psychologiques dans l'examen de la possibilité de retour en Grèce :

"2.2.2. Comparissant à l'audience du 18 mars 2019, la partie requérante insiste sur les **sévères problèmes psychologiques** dont elle souffre, **et produit une attestation de suivi psychothérapeutique** du 12 mars 2019, dont il ressort qu'elle souffre de **désordres post-traumatiques** et présente un **risque suicidaire aigu**, état lié à son passé.

3. En l'espèce, le Conseil estime que les éléments précités, explicités de vivo, peuvent se révéler importants pour l'appréciation des craintes et risques allégués en cas de retour en Grèce."⁶⁹

Et, "2.2. Dans la présente affaire, il ressort des éléments soumis à l'appréciation du Conseil, que la situation de la partie requérante est marquée par **des circonstances spécifiques qui sont de nature à lui conférer un caractère de vulnérabilité particulière**. Elle affirme notamment qu'elle a été **victime de mauvais traitements en Syrie**, qu'elle en a gardé des **traumatismes ainsi que des séquelles physiques**, et qu'elle n'a pas reçu en Grèce les soins et l'assistance que nécessitait son état. Elle produit deux documents médicaux constatant d'une part une asymétrie nasale (certificat médical établi par le Dr M. K. en Belgique), et indiquant d'autre part qu'elle a été victime de tortures et présente un profil vulnérable (attestation établie le 12 septembre 2017 par Médecins du monde en Grèce).

La partie défenderesse n'aborde nullement ces éléments - potentiellement importants - dans sa décision, et ne les conteste pas sérieusement à l'audience :

[...]

2.3. Le Conseil estime que les éléments invoqués par la partie requérante sont de nature à conférer, à sa situation en Grèce, un caractère de vulnérabilité qu'il convient d'approfondir au regard de la jurisprudence précitée de la CJUE.

Il en résulte qu'en l'état actuel du dossier, les conditions d'application de l'article 57/6, § 3, 3°, ne sont pas réunies."⁷⁰

4. Autre jurisprudence

4.1. Le Comité des droits de l'homme

L'affaire O.Y.K.A. c/ Danemark concerne un mineur non-accompagné syrien qui a été reconnu réfugié par les autorités grecques⁷¹. À cause de conditions de vie difficiles en Grèce, ce mineur s'est rendu au Danemark, où il a introduit une nouvelle demande d'asile. Les autorités danoises ont rejeté sa demande au motif que la Grèce est son premier pays d'asile. Le

⁶⁸ AIDA, *op.cit.*, p. 190.

⁶⁹ CCE nr. 219 101, 28 mars 2019. Voir également CCE nr. 222 214, 3 juin 2019.

⁷⁰ CCE nr. 224 501, 31 juillet 2019, para. 2.1 en 2.2.

⁷¹ CCPR 2770/2016, O.Y.K.A. c/ Danemark, 7 novembre 2017,

http://ccprcentre.org/files/decisions/CCPR_C7121_D_2770_2016_26714_E-2.pdf

requérant déclare qu'il risque d'être détenu et d'être sans-abri s'il devait retourner en Grèce, et qu'un tel retour violerait dès lors ses droits, tels qu'ils sont protégés par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

*"In particular, the Committee notes recent reports according to which the treatment currently given in Greece to certain categories of persons, in particular vulnerable applicants, including unaccompanied minors, is inadequate. In this connection, the Committee refers to the 2017 UNHCR Recommendations for Greece, according to which the **national capacity for accommodating unaccompanied and separated children is still far from meeting the needs, and that "children are exposed to ongoing protection risks, including sexual exploitation and abuse, due to insufficient security, substandard and overcrowded reception sites, lack of specific services and non-sufficient access to formal and non-formal education, and lengthy asylum procedures for reuniting families, which also severely impacts their psychosocial well-being"**. The Committee further notes that available background material also indicates that unaccompanied refugee and migrant children continue to be held in detention centres in Greece, sometimes with adults."*

4.2. Autres pays européens

- **Allemagne, Cour Constitutionnelle Fédérale, 31 juillet 2018**

Voir AIDA, Country Report: Greece, 2018 Update, 29 mars 2019, p. 187, <https://www.asylumineurope.org/reports/country/greece>

*"On 31 July 2018, the German Federal Constitutional Court held that **beneficiaries of international protection may not be returned to Greece without assurances from the relevant Greek authorities**. The Federal Constitutional Court concluded that returns have to be examined on a case-by-case basis, to assess in particular whether the livelihood of the persons concerned is guaranteed and whether they have access to the labour market, housing and health care.*

- **Allemagne, Tribunal Magdeburg, 13 novembre 2018**

Voir ECRE, ELENA Weekly Legal Update, 8 février 2019, <https://mailchi.mp/ecre/elena-weekly-legal-update-08-february-2019#8>

*"The Court based this conclusion, inter alia, on the recent **reports highlighting that international protection beneficiaries in Greece had no practical access to accommodation, food distribution and sanitary facilities for extended periods of time after arrival**. The Court further observed that access of international protection beneficiaries to **education, health care, employment, accommodation and social benefits under the same conditions as Greek nationals is provided in domestic law but is not enforced**. Consequently, the ensuing living conditions could not be considered adequate for the purposes of Article 3 ECHR.*

*Finally, the Court found that the risk of destitution after return could be excluded in cases where **individual assurances** are given by the receiving authorities, clarifying, however, that any such guarantees should be specific to the individual concerned. In this respect, guarantees given by the Greek authorities that generally refer to the transposition of the Qualification Directive into Greek law, as a proof that recognised refugees enjoy the respective rights, could not be considered sufficient."*

- **Pays-Bas, Raad van State, 15/07/2019, ECRE, ELENA Weekly Legal Update, 9/08/2019, <https://mailchi.mp/ecre/elena-weekly-legal-update-9-august-2019#7>**

“6.1. Dat betekent echter niet dat de medische situatie van statushouders bij de niet-ontvankelijkverklaring van hun asielaanvraag niet relevant is, wanneer zij betogen dat zij bij terugkeer naar de lidstaat waar zij een asielvergunning hebben gekregen, terechtkomen in leefomstandigheden die in strijd zijn met de artikelen 3 van het EVRM en 4 van het EU Handvest.

*Uit de punten 86, 88 en 93 van het arrest Ibrahim volgt namelijk dat de bijzondere kwetsbaarheid van individuele statushouders ertoe kan leiden dat zij bij terugkeer naar de lidstaat waar zij een asielvergunning hebben gekregen, buiten hun eigen wil en keuzes om, zullen terechtkomen in een toestand van zeer verregaande materiële deprivatie als bedoeld in de punten 89 tot en met 91 van dat arrest. De **medische situatie van statushouders kan hen - en degenen die noodgedwongen met de zorg voor hen zijn belast - bijzonder kwetsbaar maken. Hun lichamelijke of psychische problemen kunnen een negatieve invloed hebben op de mate waarin zij zich zelfstandig staande kunnen houden in de maatschappij en hun rechten kunnen effectueren.** Omgekeerd kan een toestand van verregaande materiële deprivatie als bedoeld in het arrest Ibrahim negatieve gevolgen hebben voor hun lichamelijke of geestelijke gezondheid (punt 90 van dat arrest).*

*6.2. De vreemdelingen in deze zaak betogen terecht dat zij bijzonder kwetsbaar zijn. De moeder is alleenstaand en draagt zelfstandig de zorg voor haar minderjarige dochter. Uit de door de vreemdelingen overgelegde gedragswetenschappelijke onderzoeksrapportage van 22 februari 2019, die in opdracht van het Onderzoeks- en Expertisecentrum voor Kinderen en Vreemdelingenrecht van de Rijksuniversiteit Groningen is opgesteld door een externe GZ-psycholoog, blijkt dat de volgende factoren bijdragen aan de kwetsbaarheid en veerkracht van de dochter. Als gevolg van vroegkinderlijke en levenslange onveiligheid vertoont de **dochter zeer ernstige gedragskenmerken van zowel een depressieve als een posttraumatische stressstoornis.** Zij heeft alle belangstelling om te leven verloren, wordt overspoeld door angst, voelt zich waardeloos, heeft waanbeelden, slaapt overdreven veel, uit zich suïcidaal en heeft twee suïcidepogingen gedaan. Zij wil of kan niet praten over haar angsten of ervaringen. Van enige veerkracht is geen sprake. Continueren van de huidige onzekere situatie, zonder enig positief toekomstperspectief, zal ertoe leiden dat zij steeds verder afglijdt in haar depressie. Verder volgt uit de rapportage dat de dochter in een dermate slechte fysieke en psychische conditie is dat een recidiverisico op een zelfmoordpoging zeer hoog en reëel is. Zij vraagt letterlijk 24-uurszorg van haar moeder.*

6.3. Gezien de onder 6.1. en 6.2. beschreven omstandigheden zullen de vreemdelingen bij terugkeer in Griekenland volledig op zichzelf zijn aangewezen om huisvesting te vinden. Zij zullen moeite hebben een inkomen te verwerven en kunnen slechts moeizaam toegang tot medische en psychische zorg krijgen. De bijzondere kwetsbaarheid van de dochter en de mate waarin zij van haar moeder afhankelijk is, zullen het voor hen beiden extra moeilijk maken om zich in Griekenland staande te houden en zelfstandig hun rechten te effectueren. Daarom moet de staatssecretaris in dit geval, in het licht van met name punt 93 van het arrest Ibrahim, nader motiveren waarom de vreemdelingen bij terugkeer naar Griekenland niet, door hun bijzondere kwetsbaarheid, buiten hun eigen wil en keuzes om, zullen terechtkomen in een toestand van zeer verregaande materiële deprivatie, die voldoet aan de in de punten 89 tot en met 91 van het arrest Ibrahim genoemde

criteria. Omdat deze motivering in de besluiten van 6 februari 2019 ontbreekt, heeft de rechtbank ten onrechte geoordeeld dat de staatssecretaris ook in het licht van de psychische problemen van de dochter terecht van het interstatelijk vertrouwensbeginsel uitgaat.”

5. Conclusion

NANSEN constate que les bénéficiaires de protection internationale en Grèce, qui y seraient renvoyés suite à une décision d'irrecevabilité de leur demande de protection internationale en Belgique, risquent d'y être soumis à des traitements prohibés par l'article 3 de la CEDH et l'article 4 de la Charte. L'analyse approfondie de la situation à laquelle ils sont actuellement confrontés le démontre.

Les droits des bénéficiaires de protection internationale n'existent, en Grèce, que sur le papier. L'accès à ces droits est en effet entravé par une législation discriminatoire, de nombreux obstacles pratiques et le défaut de stratégie étatique pour inclure effectivement les bénéficiaires de protection internationale dans la société grecque. En conséquence de quoi, ces personnes sont en fait livrées à elles-mêmes et confrontées au risque réel de se retrouver à la rue, sans logement, sans couverture sociale, et sans accès à l'éducation ni à l'emploi, sans qu'aucune prise en compte de leurs besoins spécifiques soit assurée. Il ressort des informations récoltées par NANSEN relatives au contenu de la protection internationale en Grèce que celle-ci est largement ineffective, voire inexistante.

En conséquence, en tout état de cause à leur égard, NANSEN considère que le seuil de gravité exigé par la CJUE et le CCE pour parler de traitement cruel inhumain ou dégradants est atteint. Non seulement parce que les bénéficiaires de protection internationale se trouveront indéniablement dans une situation de « *dénouement matériel extrême* » qui ne leur permettra pas de faire face à leurs « *besoins les plus élémentaires tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à [leur] santé physique ou mentale ou la mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine* », mais aussi en raison de circonstances entièrement indépendantes de leur volonté.